

L'esclavage en Libye

On pensait qu'il n'y aurait plus jamais ça ! Mais voilà. L'esclavage est de retour, 169 ans après son abolition et c'est la Libye qui tient le flambeau

La diffusion d'un reportage de CNN a projeté sur le devant de la scène politique et médiatique, la réalité scandaleuse du développement de pratiques esclavagistes dans ce pays. Les dénonciations sont unanimes et les mobilisations nombreuses. Un silence pesant s'installe cependant sur les causes contemporaines du retour de ces crimes contre l'humanité sur un continent qui souffre encore des séquelles de la grande traite multiséculaire sur laquelle s'est bâtie la richesse des anciennes puissances coloniales. En lieu et place d'une dénonciation des responsables et des véritables causes de la



situation se répandent des explications sur la négrophobie endémique des peuples nord-africains et/ou musulmans. S'appuyant sur des faits réels incontestables comme l'héritage de préjugés racistes négrophobes issus de l'histoire ancienne ou des pratiques tout autant

racistes touchant les noirs dans tous les pays d'Afrique du Nord, ces explications fallacieuses n'expliquent en rien l'aggravation brusque de la situation ces dernières années, ni l'apparition de « marchés aux esclaves » qui ont suscité les indignations légitimes d'aujourd'hui. Comprendre l'esclavage contemporain en Libye et ailleurs c'est prendre en compte le contexte qui lui donne naissance.

Le chaos libyen

Les prises d'otages, violences, torture, viols, etc., et depuis plusieurs années la transformation d'êtres humains en marchandises ne sont ni nouvelles, ni méconnues. Le premier rapport alertant sur la situation des migrants en Libye réalisé par la fédération internationale des droits de l'homme date ainsi de 2012. Au mois d'Avril dernier l'Organisation Internationale pour les Migrations dénonçait encore l'existence de « marché aux esclaves ». Tout le monde savait donc et les cris d'indignation actuels apparaissent pour ce qu'ils sont : de l'hypocrisie d'Etat. La destruction par la guerre totale en 2011, non seulement de l'Etat Libyen mais de toute la société, de ses modes de régulation, de ses infrastructures, de ses cadres sociaux et nationaux, a plongé le pays dans le chaos et la décomposition qui donnent naissance à ces crimes contre l'humanité. La chose n'est pas nouvelle : en Somalie, en Afghanistan, en Irak, etc., les guerres pour le pétrole et les matières premières ont détruit les sociétés suscitant ici, Daesh, là, les marchés aux esclaves, partout la violence, le viol et les tortures. Telle est la première cause structurelle de l'esclavagisme contemporain.

La sous-traitance de la répression contre les migrants

Les effets des guerres pour le pétrole se cumulent avec les politiques ultralibérales appelées « mondialisation » qui paupérisent comme jamais auparavant de nombreux pays du continent depuis des décennies. De la politique de la dette et des plans d'ajustements structurels (PAS) de la banque mondiale et du FMI, aux accords de partenariat économique (APE) de l'Union Européenne, en passant par la monnaie coloniale qu'est le franc CFA et les déstabilisations de tous les Etats qui tentent d'avoir une politique plus souveraine,

les mécanismes prédateurs des puissances riches convergent tous vers un résultat prévisible : la paupérisation et l'insécurité massive suscitant un flux de migrants sans précédent. Les mêmes puissances à l'origine de ces migrations contemporaines prétendent fermer leurs frontières avec en résultat une méditerranée devenant la frontière de la mort.

Comble du cynisme, ces puissances sous-traitent la répression contre ces migrants aux pays riverains de la méditerranée et en particulier à ceux d'Afrique du Nord. Le 25 janvier 2017, l'Union Européenne annonçait ainsi un accord avec le gouvernement d'Union nationale libyen dirigé par Fayez Seraj, prévoyant le financement de « camps » gérés par le ministère libyen de l'intérieur ayant comme objectif l'hébergement des réfugiés «jusqu'à leur expulsion ou leur retour volontaire dans leur pays d'origine ».

Deux cents millions d'euros étaient débloqués pour « endiguer le flux de migrants en situation irrégulière passant de la Libye en Italie » lit-on dans la déclaration de Malte de l'union Européenne du 2 février 2017. Or ces camps financés par l'argent européen sont le lieu de tous les abus et violences qui, une fois banalisés ont débouché sur la pratiques de l'esclavage par les différentes fractions armées libyennes. Telle est la seconde cause structurelle de l'esclavage contemporain.

L'instrumentalisation néocoloniale de la colère légitime

Le silence sur ces deux causes structurelles et la focalisation sur des explications culturalistes permettent de dédouaner les véritables responsables de la situation. La situation ainsi falsifiée est une véritable aubaine pour l'Union Européenne en général et pour la France en particulier, qui sont confrontées au développement récent d'un large mouvement de contestation contre les APE d'une part et

contre le franc CFA d'autre part.

Bien sûr, la négrophobie existe en Afrique du Nord et doit être dénoncée. Bien entendu certaines pratiques d'Etat des pays d'Afrique du Nord contribuent au développement du racisme et doivent également être dénoncées. Mais la dénonciation de ces pratiques ne doit pas conduire à sous-estimer les causes structurelles que sont les guerres pour le pétrole, les minerais stratégiques d'une part et les politiques migratoires de l'Union Européenne d'autre part.

On ne peut oublier non plus la part des chefs d'état africains qui n'œuvrent pas pour le développer de leur pays et qui provoquent chez leurs jeunesses, l'envie de partir pour une meilleure vie ailleurs et dont on connaît la suite.

Qui n'est pas conscient de nos jours que les causes qui produisent la situation actuelle sont : la dette africaine qui ne se termine jamais, les dégâts immenses de l'esclavage non réparés, la colonisation et la néo colonisation, le franc CFA et les accords de partenariat inégaux qui ébranlent les économies nationales africaines, les politiques migratoires européennes qui fabriquent les sans papier dans l'espace Schengen !

Texte repris par le CSP59 de l'Appel commun pour la manifestation contre l'esclavage en Libye